

« Les mesures inhérentes au “choc des savoirs” préconisé par Gabriel Attal vont à l’encontre de tout espoir de démocratisation scolaire »

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/12/12/les-mesures-inherentes-au-choc-des-savoirs-preconise-par-gabriel-attal-vont-a-l-encontre-de-tout-espoir-de-democratisation-scolaire_6205330_3232.html?lmd_medium=email&lmd_campaign=trf_newsletters_lmfr&lmd_creation=le_monde_de_education&lmd_send_date=20231212&lmd_email_link=titre_1&M_BT=68616775891418

Si nous n’attendions pas grand-chose du « *choc des savoirs* » dévoilé le 5 décembre par le ministre de l’éducation nationale, Gabriel Attal, nous sommes quand même déçus. Les annonces supposées remédier aux problèmes soulevés par le classement du Programme international pour le suivi des acquis des élèves de 15 ans (PISA) sont encore plus violentes et inadaptées que prévu.

Elles s’adressent à une certaine frange de l’opinion publique prompte à épouser les préjugés sur l’école et qui se laisserait facilement convaincre par un discours fleurant bon la nostalgie des encres violettes s’il s’agit de protéger leurs enfants – un souci bien légitime. Nous nous doutions que les propositions n’auraient rien de progressistes, mais pas qu’elles seraient à ce point réactionnaires, voire dangereuses pour notre école publique.

Reprenons donc : [le 5 décembre ont été publiés les résultats très attendus de l’enquête PISA](#), qui propose un portrait du niveau de réussite des élèves des pays de l’OCDE, selon les disciplines et les appartenances sociales. Quoi que l’on pense de PISA et de l’usage concurrentiel qui en est fait par les politiques et les médias, les chiffres obtenus restent des indicateurs pertinents pour mesurer les écarts existant entre l’intention affichée de démocratisation scolaire et la réalité des faits.

Cette année, le diagnostic reste implacable : la France continue à siéger dans le quarteron des pays les plus inégalitaires, c’est-à-dire ceux pour lesquels la réussite scolaire est très fortement indexée au niveau social des élèves. Mais la situation est encore pire que les années précédentes. Partout, les effets de la pandémie de Covid-19 sont visibles ; chez nous, cela se double d’un fort décrochage en mathématiques. Tous les signaux sont au rouge donc et appelleraient au minimum une introspection humble pour tirer un véritable bilan des effets délétères des réformes éducatives qui se sont succédé depuis qu’existe l’enquête PISA (1997).

Contre-productif

Il ne fut évidemment pas question d’humilité dans la mise en scène de l’annonce du « *choc des savoirs* », communication bien rodée, prête à être dégainée quelques minutes après l’annonce des résultats. Aucune critique de ses prédécesseurs, à commencer par Jean-Michel Blanquer, responsable de la suppression des mathématiques du tronc commun au lycée et inactif sur le collège, qui n’a jamais jugé bon de se pencher sur une étude scientifique ne relevant pas de sa passion pour les sciences cognitives – affirmant même son mépris de la sociologie de l’éducation. Aucune critique donc et, pire encore, la décision « *assumée* » de M. Attal de poursuivre l’entreprise de destruction massive de son mentor, sous couvert de lutter contre les inégalités scolaires.

Que l’on comprenne bien : l’ensemble des mesures inhérentes à ce « *choc des savoirs* » va à l’encontre de tout espoir de démocratisation scolaire, c’est-à-dire de la possibilité donnée à tous les enfants, quelles que soient leurs origines sociales ou culturelles, d’accomplir la trajectoire scolaire de leur choix. Ce sont des mesures qui officialisent un tri social que l’on prétendra consenti par les enfants les plus démunis, car toutes les « *chances* » leur auront été prétendument offertes. Ainsi sont présentés comme des « *opportunités* » les groupes de niveau ou le redoublement, marotte de M. Blanquer.

Toutes les recherches scientifiques en montrent au mieux l’inefficience, au pire le caractère contre-productif, compte tenu de l’effet sur l’estime de soi des élèves relégués dans les groupes que l’on

qualifiera de « *faibles* » ou de « *nuls* » dans le langage des enfants. Une relégation subie aussi par beaucoup de redoublants s'estimant victimes d'une injustice et perdant toute motivation.

Si le collège unique dysfonctionne aujourd'hui, c'est justement parce qu'il n'a jamais réellement rompu avec ces logiques de « niveaux ». Il a laissé s'installer, encouragé par M. Blanquer, des classes à profils (horaires aménagés, options rares) à l'intérieur de ses murs et fonctionnant en majorité comme un « petit lycée », au lieu de déployer des dispositifs pédagogiques adaptés à l'arrivée en masse des enfants des classes populaires dans le secondaire au milieu des années 1970.

Idéologie droitière

Dès lors, « *assumer* » de renforcer la fonction de tri du collège en donnant au brevet des collèges la possibilité de sanctionner le passage au lycée est une décision délétère. Elle aura pour effet d'interrompre prématurément la scolarité chez de nombreux élèves – les plus fragiles – et d'aggraver les orientations subies. A nos yeux, il s'agit purement d'une maltraitance de la jeunesse dont les catégories populaires feront le plus les frais.

Il y a de l'idéologie dans toutes ces décisions, une idéologie droitière, autoritaire. Ainsi doit-on interpréter la volonté d'imposer la méthode de Singapour en mathématiques et de labelliser les manuels. La labellisation ministérielle des manuels est une atteinte à la liberté éditoriale, en plus de la liberté pédagogique, et la France rejoindrait de la sorte la cohorte des pays autoritaires qui la pratiquent. Par ailleurs, tout cela est pétri de contradictions : imposer, d'un côté, une méthode – qui ne fait pas l'unanimité – et prétendre, de l'autre, procéder à une « *revitalisation pédagogique à la main des enseignants* » ?

C'est d'ailleurs le dernier point très inquiétant de tout cet arsenal d'annonces : la dépossession complète du peu de liberté pédagogique qu'il restait aux enseignants du premier degré. La caporalisation se poursuit. On voit mal ce qui pourrait redonner, dans ce contexte, de l'attractivité au métier malmené depuis des décennies par le gel des salaires et la surdité à ses revendications légitimes, ni d'ailleurs comment M. Attal s'apprête à résoudre l'équation de la contrainte budgétaire, du recrutement annoncé de « *milliers d'enseignants* » et de la nécessaire formation continue si ces réformes étaient appliquées.

Alors que faire ? Nous considérons qu'il n'y a pas d'autre choix que celui de combattre cette inflexion autoritaire et libérale, et ce nouveau gros coup porté à l'école publique. C'est un choc de moyens et de reconnaissance qui permettra à l'école d'être digne de sa place au cœur de notre démocratie et de notre République. Toutes et tous, ici, nous avons publié, commenté, relayé des recherches et fait des propositions pour une école vraiment démocratique qui ne relègue pas, qui accueille tous les enfants en son sein. Il existe des solutions qui nécessitent de faire de l'école publique une priorité politique.

Arnaud Bonnet, coresponsable éducation Les Ecologistes-EELV ; **Grégory Chambat**, professeur, militant syndicaliste et pédagogique ; **Edwige Chirouter**, professeure des universités en philosophie de l'éducation ; **Laurence De Cock**, historienne, enseignante ; **Elsa Faucillon**, députée Parti communiste français ; **Léa Filoche**, coordinatrice nationale Génération.s ; **Djéhanne Gani**, enseignante, coresponsable éducation à Génération.s ; **Frédéric Grimaud**, professeur des écoles, chercheur ; **Fatiha Keloua-Hachi**, députée Parti socialiste (PS), membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Benjamin Lucas**, député Génération.s ; **Francesca Pasquini**, députée écologiste, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Philippe Meirieu**, professeur honoraire en sciences de l'éducation ; **Yannick Trigance**, conseiller régional Ile-de-France, ancien directeur d'école ; **Jean-Claude Raux**, député écologiste, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation ; **Christian Sauce**, enseignant de lycée professionnel à la retraite, syndicaliste ; **François Thiollet**, député européen Les Ecologistes-EELV ; **Marine Tondelier**, secrétaire nationale des écologistes-EELV ; **Boris Vallaud**, député PS ; **Philippe Watrelot**, ancien enseignant et formateur, militant pédagogique.

Collectif